Voici un article sur la vente de LU par Danone qui touche directement les Ardennes. Décidément, l'actualité économique s'emballe dans le département!

Cordialement,

Laurent Bouvier

LU: une inquiétude légitime



Depuis de nombreuses années déjà, l'industrie agro-alimentaire est entrée dans l'impitoyable univers du capitalisme. Les petites entreprises familiales ont presque toutes disparu au profit de gigantesques firmes multi-nationales qui recourent à 2 méthodes pour prospérer: la spécialisation et la concentration.

Danone, numéro 1 français

et numéro 3 mondial de l'agro-alimentaire, de l'une de ses trois branches, <u>le pôle biscuits</u>, pour se recentrer sur les produits laitiers et l'eau minérale qui possèdent un potentiel de développement plus important du fait de leur proximité avec le domaine de la santé. Et qui a été l'heureux acheteur? L'américain Kraft Foods, numéro 2 mondial du secteur, qui a été créé dans les années 1990 pour regrouper les actifs agro-alimentaires du cigarettier Philip Morris avant d'être introduit en bourse en 2001 puis totalement séparé de sa maison-mère en avril 2007 afin de donner naissance aux 2 *pure player* souhaitées par les milieux financiers.

Pour les consommateurs, cette opération signifie que les marques Petit Lu, Pim's, Prince, Petit écolier, Petit Déjeuner, Pépito, Belin, Heudebert, Pelletier, Grany, Taillefine, Mikado et Barquette font désormais partie du même ensemble que Carte noire, Jacques Vabre, Grand-mère, Maxwell house, Velours noir, Mika, Côte d'or, Toblerone et Suchard. Pour les économistes, cette opération signifie que Danone s'est délesté pour la coquette somme de 5,3 milliards d'euros d'une branche non stratégique de 15.000 salariés répartis dans 36 usines à travers le monde et réalisant un ebitda (précision du MRC-08 pour les non-initiés: il s'agit des initiales d'une expression anglaise signifiant profit avant impôt, frais financiers, amortissement et dotation aux provisions, connue autrefois par les comptables français sous le nom moins barbare d'excédent brut d'exploitation) de 390 millions d'euros pour un chiffre d'affaire de 2 milliards au profit d'un géant de l'agro-alimentaire de 90.000 salariés réalisant un ebitda de 6 milliards de dollars pour un chiffre d'affaire de 34 milliards. Et pour les Ardennais? Elle signifie que l'usine de Charleville-Mézières quitte le giron de l'entreprise construite petit à petit à partir de l'ancienne biscuiterie fondée en 1844 à Nantes par les familles Lefèvre et Utile (prenez les initiales...et vous comprendrez l'origine de son nom!) pour passer sous pavillon américain.

L'ebitda rapporté au chiffre d'affaire de Kraft Foods étant de 16,5% contre 19% pour l'ex-pôle biscuits de Danone, l'affaire est très rentable pour le groupe basé à Northfield dans l'Illinois, d'autant qu'elle lui permet d'atteindre un de ses objectifs stratégiques en faisant passer la part de ses ventes à l'international de 33% à 40%. Elle paraît très satisfaisante pour les salariés qui, d'une part intègrent un groupe solide, et

d'autre part bénéficient de la garantie qu'aucune des 9 usines situées en France ne sera fermée avant 3 ans. Mieux, Kraft Foods s'est engagé à ne pas déménager le siège social de l'ex-pôle biscuits de Danone. L'ambiance devrait donc être au beau fixe. Pourtant, elle ne l'est pas comme en témoigne la manifestation spontanée des salariés de LU devant la préfecture de Charleville-Mézières et les déclarations des responsables syndicaux après la réunion du Comité Central d'Entreprise.

Alors pourquoi tant d'inquiétude? Parce que la garantie de non-fermeture est limitée à 3 ans et que le site de Charleville-Mézières est spécialisé dans la fabrication de la fameuse "barquette" qui n'est plus en situation de croissance, ce qui lui avait déjà valu des menaces sérieuses de fermeture en 2001? Peut-être, mais ce serait oublier que d'autres fabrications ont été lancées depuis, comme le gâteau "mini ourson" en 2006. Parce que l'acheteur est américain, comme les équipementiers automobiles Vistéon et Delphi qui se sont illustrés récemment dans le département par des licenciements massifs et une remise en cause des acquis sociaux, comme Catalina qui a pillé la trésorerie de Thomé-Génot avant de fermer l'entreprise dans des conditions détestables ou comme American Standard qui a renoncé à son activité fonderie dans l'usine Porcher de Revin? Possible, mais peu probable au regard de la réussite d'autres groupes américains comme Schulman Plastics qui ne cesse de s'étendre à Givet. Parce que, comme l'affirme un délégué syndical CFDT au CCE, "le projet de rachat comprend une garantie de non-fermeture des sites de production pendant 3 ans mais n'empêche pas des restructurations ou des cessions de sites"? Sans aucun doute, c'est la vraie raison et n'allez pas dire qu'il s'agit d'un projet d'intention malhonnête et infondé de la part du MRC-08. Ce n'est que la prise en compte du passé récent de Kraft Foods qui ressemble plus à un passif qu'à autre chose. Une preuve? Lorsque ce géant de l'agro-alimentaire a racheté en 1990 l'usine Suchard de Strasbourg, elle produisait 27.000 tonnes de chocolat. Depuis, les transferts de fabrication se sont multipliés vers l'Allemagne et l'Autriche et la production a été ramenée à 9.000 tonnes. Bien sûr, les effectifs ont suivi cette évolution, mais ce n'était pas encore assez. Un accord a donc été conclu en 2004 avec les syndicats: il prévoyait une réduction des primes et une flexibilité du temps de travail en échange du rapatriement de 700 tonnes de production et s'il a bien abouti à une baisse de la rémunération de 1.200 euros par an, il s'est aussi soldé par une nouvelle baisse de la production et par la mise en place en 2006 d'un plan social prévoyant la suppression de 123 emplois sur les 380 que compte le site! D'ailleurs, au plan mondial, ce sont 8.000 emplois qui ont alors été supprimés. Dans ces conditions, juger Kraft Foods sur ses actes plutôt que sur ses paroles relève du bon sens. C'est ce que tentent de faire comprendre les P'tits Lu de Charleville-Mézières qui n'ont pas envie de se laisser croquer et qui peuvent compter dans leur combat sur le soutien plein et entier du MRC-08.